

<https://www.xn--lecanardrepublcain-jwb.net/spip.php?article827>



"L'UE reconnaît que la défense commune est une mission pour l'OTAN"

- L'Union européenne -



Publication date: vendredi 16 février 2018

Copyright © Le Canard républicain - Tous droits réservés

En 2008, sur le site du « Parlement » européen, les Amis du Traité de Lisbonne [1] indiquaient qu'en ce qui concerne la clause de « défense mutuelle » au sein de l'Union européenne, « il est remarquable que cette clause soit l'une des rares qui non seulement s'écarte du texte initial de la Constitution, mais aille aussi plus loin que celle-ci ». Mais, « en pratique, l'OTAN demeure (pour les 21 États membres de l'Union européenne qui en sont membres), à la fois "le fondement de leur défense collective et l'instance de sa mise en oeuvre" (Article 42 §7 du TUE) : son intervention serait prioritaire si la sécurité d'un de ses États membres était mise en cause ».



Ci-dessous, un article publié par www.swissinfo.ch le 15 février 2018 :

« Les alliés européens ont reconnu que la défense commune est une mission pour l'OTAN et pour "l'OTAN seule". Le secrétaire à la Défense américain Jim Mattis l'a affirmé jeudi à l'issue d'une réunion au siège de l'Alliance à Bruxelles.

"Il y a un accord clair pour inclure dans le document de l'UE que la défense commune est une mission pour l'OTAN et pour l'OTAN seule", a déclaré M. Mattis au cours d'une conférence de presse après une discussion sur l'initiative européenne de défense.

"Je pense que les doutes qui devaient être dissipés hier ont été dissipés d'une manière très importante", a souligné la ministre de la Défense espagnole María Dolores de Cospedal au cours d'un point de presse.

La délégation américaine avait exprimé de sérieuses réserves sur la relance de l'Europe de la défense européenne avant la réunion de Bruxelles. Le Canada, la Norvège, l'Islande et l'Albanie ont également fait part de leurs préoccupations, selon une source diplomatique au sein de l'OTAN.

"L'initiative européenne ne doit pas enlever des activités et des moyens à l'OTAN", avait notamment mis en garde Katie Wheelbarger, chargée de la sécurité internationale au ministère américain de la Défense, avant la visite de Jim Mattis à Bruxelles.

Voies complémentaires

Le secrétaire général de l'OTAN Jens Stoltenberg s'était également fait l'écho de ces inquiétudes. "L'UE ne doit pas se substituer à ce que fait l'OTAN" et elle "ne doit pas fermer ses marchés de défense" aux Américains et aux autres pays non membres de l'UE, avait-il averti.

La représentante de la diplomatie européenne Federica Mogherini a été invitée mercredi soir à un dîner de travail pour expliquer l'initiative européenne. "Ce dîner a été très constructif", a-t-on assuré à l'OTAN et au sein de l'UE.

"La coopération et le fait qu'il existe deux organisations comme l'UE et l'OTAN qui peuvent travailler ensemble (...) a été évidente hier soir lors du dîner" avec Mme Mogherini, a pour sa part expliqué la ministre espagnole, en parlant

"L'UE reconnaît que la défense commune est une mission pour l'OTAN"

de "voies complémentaires, et non parallèles, en termes de politique de sécurité, de politique de défense et de coopération".

La Coopération structurée européenne (CSP), lancée en décembre 2017 par 25 pays de l'UE, doit leur permettre de développer conjointement des capacités de défense et d'investir dans des projets communs. Un Fonds européen de la Défense est censé générer un investissement total dans le développement des capacités de défense de cinq milliards d'euros après 2020. »

[1]

